



Après l'ère Blanquer, le moral des personnels de l'éducation nationale ne remonte pas



Selon le dernier baromètre de l'Unsa éducation, le manque de reconnaissance, le désaccord avec les choix politiques et la perte de sens ne font que s'aggraver. La personnalité de Pap Ndiaye ne suffit pas à apaiser les choses.

La dégringolade continue. Pour sa onzième édition, le baromètre des métiers de l'Unsa éducation, dévoilé ce mercredi par le syndicat, met en lumière le désamour croissant des personnels de l'éducation pour la politique menée dans leur secteur. «*Toutes les courbes du baromètre s'accroissent de manière négative au fur et à mesure des années*», constate Frédéric Marchand, secrétaire général de l'Unsa éducation.

Sur 34 585 répondants (64 % d'enseignants, 9 % d'administratifs, 5 % d'accompagnantes d'élèves en situation de handicap...), près de 92 % disent aimer leur profession. Ouf. Mais 19 % seulement la conseilleraient à un jeune. Un recul de trois points par rapport à l'an dernier et de près de 23 points par rapport à 2016. 91 % se disent en désaccord avec les choix politiques faits dans leur secteur et, chez les enseignants, ils ne sont que 2 % à adhérer à ces choix. «*On s'interroge sur la façon dont on peut mener une politique éducative ou de jeunesse quand les personnels sur lesquels elle s'appuierait rejettent les orientations gouvernementales à plus de 90 %*», indique Frédéric Marchand. 71 % des personnels disent ne ressentir ni reconnaissance ni respect dans leur pratique professionnelle, contre 52 % en 2016. 34 % ne trouvent plus de sens à leur mission, en hausse de cinq points par rapport à l'an passé.

Les choses ont commencé à se gâter en 2019. Une bascule attribuée au précédent ministre de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, qui a passé une bonne partie du premier quinquennat à se mettre professeurs et autres personnels de l'éducation nationale à dos. Mais un an après la prise de fonction de son successeur, la vapeur ne s'inverse pas. «*C'est plutôt Emmanuel Macron qui incarne la défiance que directement Pap Ndiaye*», juge Frédéric Marchand, alors que les questionnaires ont été remplis en pleine mobilisation contre la réforme des retraites. A la manœuvre sur l'éducation depuis le début de ce second quinquennat, le président de la République ne laisse guère d'espace à son ministre, comme en a encore récemment témoigné le flop du plan mixité sociale, sujet primordial pour Pap Ndiaye mais pas pour le chef de l'État, et qui a accouché d'une souris.

«Plus rien n'est jugé positif et plus rien n'est cru»



Si l'actuel occupant de la rue de Grenelle a eu à cœur de renouer le dialogue avec des personnels de l'éducation écœurés par la méthode Blanquer, s'interdisant petites phrases et huile sur le feu, la politique menée reste la même. *«Il y a une rupture de confiance, donc les mesures, quelles qu'elles soient, sont mal perçues»*, constate Frédéric Marchand. Ce d'autant que les récentes hausses de salaires des enseignants sont loin des promesses d'Emmanuel Macron . *«Plus rien n'est jugé positif et plus rien n'est cru quand c'est annoncé, tranche le secrétaire général de l'Unsa éducation. Bien sûr, avoir un consensus, c'est compliqué, mais avoir un rejet de la quasi-totalité des personnels et d'une part des cadres devient un vrai problème pour notre système éducatif et peut le fragiliser durablement.»*

Les chiffres du baromètre n'ont rien de scopesque, tant les personnels de l'éducation font savoir de manière répétée que leurs conditions de travail se dégradent et que leurs salaires ne suivent pas. Mais ils permettent d'objectiver le phénomène, année après année. *«Le mal-être atteint des niveaux qui posent un problème d'attractivité pour la décennie à venir. On n'en est plus à déclencher un signal d'alarme, on pose la question d'un danger majeur pour notre système éducatif»*, poursuit Frédéric Marchand.

38 % des répondants se disent prêts à changer de métier en restant dans le public (la même proportion que l'an passé), 27 % à partir vers le privé (deux points de moins qu'en 2022, 7,6 de plus qu'en 2017). Pendant ce temps, cette année encore, les concours de recrutement d'enseignants ne vont pas faire le plein, le nombre de candidats admissibles en primaire dans certaines académies (Créteil, Versailles, Guyane) étant déjà inférieur au nombre de postes ouverts.

